

«Il faudrait pour le bonheur des États que les philosophes fussent Rois et que les Rois fussent philosophes»

Platon in La République

SID-AHMED GHOZALI AU SOIR D'ALGÉRIE

Histoire des nationalisations, politique pétrolière et bonne gouvernance

11^e partie

«L'intérêt stratégique de notre région se réduisait à sa situation de zone limitrophe du couloir maritime Gibraltar-Suez-Bab El Mendeb-Ormuz, jusqu'au jour où le statut pétrolier de l'Algérie a changé pour se hisser au niveau de première priorité.»

Entretien réalisé par Chafik Mesbah

Mohamed Chafik Mesbah : Vous évoquez un positionnement stratégique différent pour l'Algérie dès lors qu'elle a accédé à ce statut de «futur détenteur majeur de réserves». La mauvaise gouvernance aidant, ne nourrissez-vous pas de craintes, à ce propos, pour l'intégrité territoriale du pays ?

Sid-Ahmed Ghazali : Bien plus fort que vous ne puissiez le penser. C'est, au-delà de toutes les conséquences négatives possibles, celle que je redoute le plus pour notre pays. C'est au sud du pays et non point au nord que se situe la menace potentielle. Je m'explique. J'exclus, d'emblée, l'hypothèse fallacieuse d'un démembrement du territoire national à partir de la Kabylie.

Par ailleurs et contrairement à des assertions officielles plus que légères, les manifestations populaires en Kabylie du printemps 2003 n'avaient rien à voir avec «la main de l'étranger». Elles n'étaient rien d'autre que l'expression de revendications socio-politiques et d'un ras-le-bol présents dans le chef de tous les autres Algériens.

Elles n'étaient rien d'autre que l'expression de revendications socio-politiques, culturelles et linguistiques autant que d'un ras-le-bol présent chez tous les autres Algériens. Il faut peu connaître de l'histoire de l'Algérie pour craindre une menace à l'intégrité territoriale qui proviendrait de Kabylie. L'Etat colonial avait bien tenté, on va dire de bonne guerre et sous le couvert du soutien à notre culture berbère, d'en promouvoir le particularisme voire de lui inventer une dimension séparatiste. Mais ceux sont les Kabyles eux-mêmes qui ont fait échec à toutes formes de manœuvres de division des Algériens.

Le nationalisme algérien est beaucoup trop enraciné dans l'histoire et la culture de la Kabylie pour qu'il puisse laisser une place autre que marginale à des mouvements ou tendances à connotation séparatiste.

Aussi, malgré les initiatives politiciennes qui visèrent en 2003 à isoler la Kabylie, malgré la dureté de la répression qui répondit aux manifestations populaires, on ne peut pas établir qu'il y ait eu résurgence et encore moins renforcement des tendances ou convictions d'obédience séparatiste dans cette région. Mais on comprend en même temps que la détérioration accrue de la relation entre les citoyens et le pouvoir y ait favorisé le rapport des forces au profit des mouvements extrémistes violents.

L'idée même de nation implique la solidarité d'intérêts entre ses membres. Cela n'est pas spécifique à l'Algérie. Le premier corollaire en est que tout manque d'attention à la concrétisation de cette solidarité crée renforce toute menace potentielle envers la cohésion de la nation et ouvre la voie dans certaines conditions à la possibilité de mise en cause de l'intégrité territoriale.

C'est sur une conscience aiguë de cela que Houari Boumediene a donné

une si grande importance au concept de l'équilibre régional. Je suis convaincu que si le pays en avait eu les moyens financiers à l'époque, il serait allé, dans la concrétisation de ce concept, bien au-delà de la politique des «programmes spéciaux de wilaya» qu'il pratiquait avec application pour chaque région du pays. Néanmoins, la politique des programmes spéciaux avait au moins le mérite de donner le sentiment à l'ensemble des Algériens que le pouvoir central n'oubliait pas les couches sociales les plus vulnérables et les régions défavorisées par la nature. Mais les effets à long terme de la politique des programmes spéciaux étaient nécessairement limités, faute de s'être inscrits et élevés au niveau d'un aménagement global du territoire, dans le cadre d'une vision à long terme qui tienne compte des véritables richesses de ce pays.

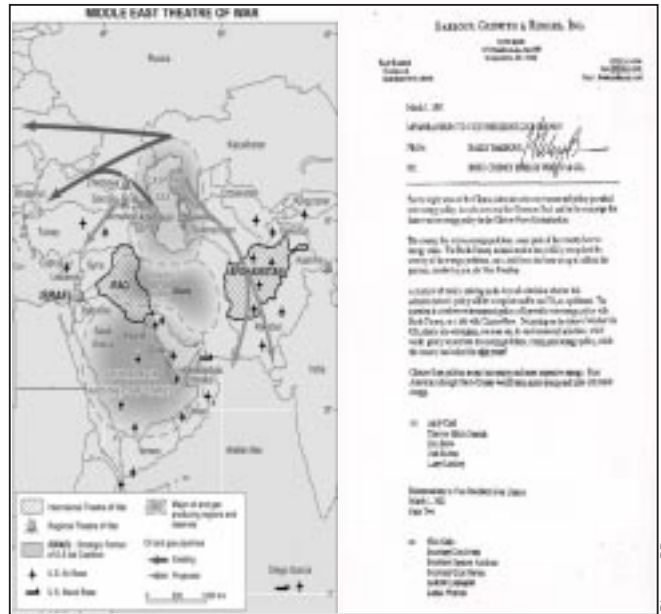
Autant on voit l'intérêt de l'Etat colonial à s'en être tenu en matière de développement humain à ce qu'il appelait «l'Algérie utile», celle où il a installé les colons, c'est-à-dire au développement de l'étroite frange nord du pays, autant seule une déficience de gouvernance peut expliquer que l'Algérie indépendante ait agi comme si elle continuait une conception aussi restrictive de l'aménagement.

Près d'un demi-siècle après le recouvrement de l'indépendance, on est dans une situation où 90% des Algériens vivent dans moins de 10% du territoire. Nous tournons le dos à notre propre pays.

Continuer comme ça serait impardonnable, non seulement en raison du gaspillage monumental de ressources humaines et matérielles auquel cette situation donne lieu, mais aussi à cause des menaces réelles que ce même état de choses fait peser sur l'intégrité territoriale. Nous vivons mal à 35 millions d'âmes alors que le territoire algérien audacieusement réaménagé peut faire vivre plus de cent millions d'habitants dans la prospérité.

Si nous ne veillons pas à cette menace, c'est que nous fermons les yeux sur un gros problème dans le même temps où, soyez-en convaincus, d'autres que nous, dans les divers scénarios qu'ils échafaudent pour notre avenir dans leurs prospectives stratégiques, n'ont guère cessé d'intégrer le scénario d'une dislocation du territoire national à partir des régions pétrolières du Sud. Plus nous continuons à négliger la nécessité d'un aménagement intégré, moderne et solidaire de notre territoire, plus nous fabriquons nous-mêmes les ingrédients d'une telle éventualité. Il y a les précédents. Déjà durant la période coloniale, il y a bien eu un projet de partition de l'Algérie.

Vous m'avez fait parler de cet épisode qui a conduit à une prolongation de la Guerre de libération nationale de deux années avec tous les sacrifices humains qui en ont résultés. Il y a en plus la nouvelle donne géopolitique qui se structure depuis plus d'une décennie. Les Etats sont des monstres froids, il ne faut jamais l'oublier.



Le rapport Dick Cheney sur l'énergie et le théâtre d'opérations «Etre présent au Moyen-Orient pour gérer la pénurie de demain.»

Vous évoquez avec un sentiment de dépit les transformations intervenues sur l'étendue de l'espace de l'Arabie Saoudite...

Je souhaite encore plus de succès à nos frères saoudiens. Mais, naturellement, comment ne pas être, en effet, marqué par l'exemple donné par ce pays. La dynastie saoudienne, en cohérence avec l'unification du royaume par Abdelaziz à partir de la province du Najd, a changé le visage de l'Arabie en moins de quarante ans. Ma génération a connu à la fin des années 1960 des villes comme Riyad, Mekka Djedda et d'autres industrialisées sous l'apparence de grosses bourgades.

Aujourd'hui ce sont autant de Houston Texas qui ont été bâtis en Arabie Saoudite. Je ne parle des terres fertilisées dans le désert, des trente millions de quintaux de céréales par an, des cheptels constitués. Quant aux autoroutes, pratiquement inexistantes en fin de 1960, elles s'allongent aujourd'hui sur des milliers de kilomètres.

Vous anciennes hautes responsabilités dans la conduite des affaires publiques vous autorisent à apprécier l'usage qui est fait des ressources financières tirées des hydrocarbures mais, également, la manière dont cet usage est fait. Au plan politique comme au plan technique quelle est, à cet égard, votre appréciation ?

Du temps de Boumediene, les choses étaient assez claires : l'usage des ressources était transparent, par la voie d'une loi de finances accessible à tous. Sous Boumediene comme sous Chadli, l'APN avait, certes, des prérogatives limitées, mais elle les assumait : on y débattait et parmi les députés «choisis» dans le cadre d'un pouvoir unique, nombreux étaient ceux dont la stature n'enviait rien à celle de leurs homologues des pays politiquement développés. Il y avait un plan d'investissements qui valait

ce qu'il valait, qui avait ses incohérences, ses insuffisances, j'en ai déjà parlé, mais ce plan existait vraiment. On peut dire en gros que les ressources étaient étriquées mais qu'elles n'étaient pas gaspillées, que l'essentiel allait aux bons endroits, à l'investissement et plus généralement à la préparation de l'avenir, à l'éducation et à la santé, plus qu'à la consommation dite de seconde nécessité.

L'évolution de nos ressources provenant des hydrocarbures, sur trois périodes distinctes, se présente comme suit, en dollars américains courants :

1963 à 1978, soit en 16 ans : 25 milliards de dollars américains ;
1979 à 1988, soit en 10 ans : 135 milliards de dollars américains ;
2000 à 2007, soit en 8 ans : 320 milliards de dollars américains.

Pour comparer des recettes cumulées ou moyennes sur des périodes différentes, il faut raisonner en termes de pouvoir d'achat, donc en dollars constants. Si on prend la valeur du dollar en 2007 comme valeur de référence pour les trois périodes, on trouve que les recettes annuelles moyennes sur chaque période considérée, exprimées en milliards de dollars américains constants valeur de 2007, ont été : 3,5 sous la présidence de Houari Boumediene ; 20 sous la présidence de Chadli Bendjedid ; 44 sous la présidence de Abdelaziz Bouteflika. Depuis que nos ressources se sont accrues, les choses se font dans l'opacité et sans aucune ligne directrice ni plan.

L'opacité : l'une des premières prérogatives de l'APN est de voter les dépenses et les recettes de l'Etat. Pourquoi déclarer dans la loi de finances des recettes sur la base d'un prix du pétrole qui est égal à la moitié, voire le tiers des ressources réelles ? Cela veut-il dire que les dépenses relatives aux recettes non déclarées se font selon le bon vouloir de l'exécutif, c'est-à-dire hors la décision et hors le contrôle de l'APN ?

●●●

●●●

Sous l'angle politique et stratégique, pourriez-vous faire une lecture de ce nouveau statut «futur détenteur majeur de réserves pétrolières» ?

Notez d'abord que l'abandon par l'Administration américaine de la politique d'accommodement vis-à-vis du FIS se situe à un an après les grandes découvertes de Berkine. Cela ne relève pas de la simple coïncidence.

De manière plus générale, l'Algérie, à l'instar des autres pays du Maghreb, n'était pas parmi la première priorité de la diplomatie américaine.

L'intérêt stratégique de notre région se réduisait à sa situation de zone limitrophe du couloir maritime Gibraltar-Suez- Bab El Mendeb-Ormuz. Hors la sécurisation directe de ce couloir, le reste était laissé aux pays européens, notamment la France. Telle était la donne géopolitique qui a prévalu, jusqu'au jour où le statut pétrolier de l'Algérie et donc celui de l'ensemble de la région a changé, pour se hisser au niveau de première priorité. Outre le paramètre pétrolier qui a ainsi accru l'intérêt américain pour notre pays, d'autres facteurs entrent en jeu pour expliquer la soudaine progression de la présence américaine : l'assouplissement de l'Europe et de la France vis-à-vis d'une région considérée comme historiquement acquise à son influence, le manque de cohérence entre le projet politique européen et sa dimension méditerranéenne, les ressentiments nourris par les dirigeants algériens au regard de l'indifférence, voire du rôle négatif de la France et de l'Europe dans l'isolement international de l'Algérie durant la tragédie des années 1990, tout cela a grandement facilité la progression du projet américain de supplanter les Européens en Afrique du Nord.

Or, tout le monde sait les risques encourus par une région où intervient une Administration américaine plus inspirée par l'école de pensée impériale que par les défenseurs du multilatéralisme. Toute démarche visant à la domination se traduit en effet par la recherche de situations où les conditions de survie des régimes locaux sont sous la maîtrise de la puissance dominante. Les premiers corollaires classiques dans une pareille démarche sont les créations de foyers de tensions ou l'entretien de foyers préexistants.

Consubstantiel au rôle qui est celui de l'État d'Israël dans la présence pétrolière et sécuritaire américaine au Moyen-Orient, l'enlèvement sur des décennies de la question palestinienne par exemple, est largement dû au peu d'empressement de la puissance, qui en détient les clés, à en faciliter une solution.

De la même manière il n'est pas absurde de distinguer sur la question du Sahara occidental un avant et un après-Berkine. Avant, on pouvait comprendre que l'Administration américaine œuvre en faveur d'une solution du conflit ; après, il y a plus de chances que l'intérêt de l'hyper puissance penche pour une démarche qui favoriserait plutôt la pérennisation de ce contentieux et son pourrissement.

Vous semblez négliger, totalement, l'influence européenne dans la région...

Je ne la néglige pas quand je constate simplement qu'elle a considérablement décliné à la faveur des Etats-Unis, une évolution que je regrette car je la considère comme menaçante pour notre avenir. Le simple bon sens doit nous faire croire que les Européens ne peuvent demeurer longtemps indifférents à des risques de déstabilisation chez leurs voisins tout

proches de la rive sud-méditerranéenne, tandis que l'Administration américaine, en raison de l'éloignement des Etats-Unis ne sera pas particulièrement anxieuse ou hésitante devant des choix stratégiques porteurs de germes de perturbation de l'ordre et la stabilité chez nous.

Sans nul besoin qu'elle soit le fait d'un anti-américanisme primaire, une lecture du bouleversement de la géopolitique de la région devrait susciter plus de raisons de s'inquiéter que de se réjouir. Mais force est de constater que les Européens se sont assoupis sur l'idée que la Méditerranée fait partie de leur domaine réservé. Témoin de cet assoupissement le fait significatif qu'au moment où nous nous parlons, en 2007, les politiques et les médias français ont de la peine à se défaire du vocabulaire d'«arrière-cour» pour désigner le Maghreb dans leur jargon géopolitique. Les princes qui nous gouvernent auraient été bien inspirés d'évaluer les risques de «moyen-orientalisation» de notre région avant de succomber au chant des sirènes parvenu de l'outre-Atlantique.

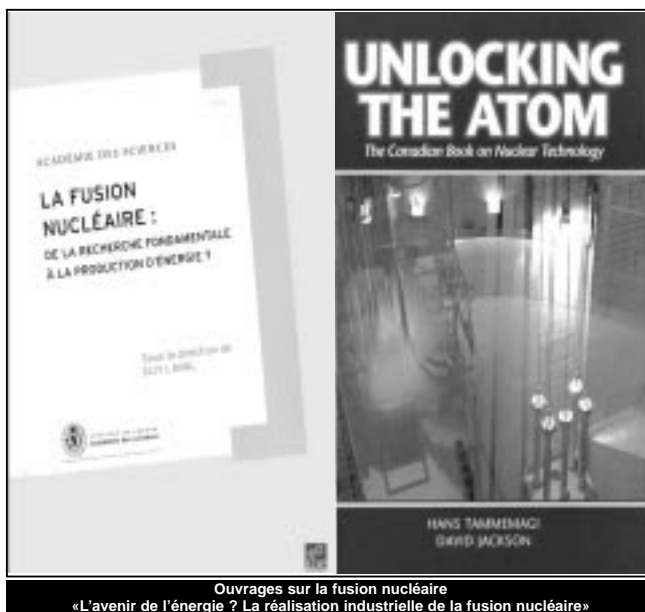
Dans ce contexte géopolitique perturbé, pensez-vous que la demande en pétrole des pays consommateurs restera toujours aussi forte ?

Dans les années passées, des perspectives réputées savantes, qui ont été périodiquement avancées à propos de l'offre et de la demande en énergie, ont été contredites par les faits. Il serait imprudent d'extrapoler et de prédire une même fin aux prévisions qui se dessinent aujourd'hui. Notre pays doit être attentif à l'évolution de ce rapport, non seulement en relation avec notre place dans l'offre, non seulement en raison de ses implications sur la stabilité dans le monde, mais aussi et surtout en préoccupation de notre propre avenir énergétique. Les sociétés pétrolières les plus anciennes et les plus importantes sont déjà en train de travailler à leur reconversion future au nucléaire : nos stratégies s'en sont-ils seulement aperçus ? Il y a lieu d'en douter, quand on voit le peu d'attention qu'ils montrent pour notre avenir énergétique, au stade de la réflexion et encore moins à celui de la conception.

Est-ce que nous faisons quelque chose dans ce domaine ? Rien n'est moins sûr. En vérité les grands défis du XXI^e siècle, dont les problèmes de l'énergie et de l'eau, procèdent de la problématique centrale relative à l'utilisation des ressources naturelles au sens le plus large du terme. Une utilisation rationnelle de ces ressources n'est possible que si elle est respectueuse et de la nature et de l'homme. Elle implique un changement radical du mode de vie, ce qui veut dire un recentrage des préoccupations sur l'homme et la nature. Il n'y aura pas de salut tant que l'homme et la nature ne seront pas au cœur des stratégies politiques à toutes les échelles de la planète.

Dans un pays où l'on fait fi des problèmes quotidiens les plus élémentaires, il peut paraître illusoire que l'on se préoccupe de l'avenir. Mais comment espérer traiter correctement les problèmes du présent sans les situer dans des projections d'avenir ? Car gouverner c'est prévoir.

Les grands maîtres du jeu d'échecs qui promettent que s'engager dans une partie sans plan c'est se condamner à perdre d'avance. C'est tout comme dans une bataille militaire. C'est d'eux que vient le précepte qui veut qu'il vaut mieux un mauvais plan que pas de plan du tout. Je m'en tiendrai donc pour l'instant à un inventaire des faits. Il est



raisonnable de tenir pour acquis la fin proche de la période de l'abondance qui a prévalu longtemps après les premières découvertes.

L'exploration, notamment après le choc pétrolier de 1973, a bénéficié d'avancées technologiques qui autorisent une quantification crédible des réserves prospectives. Ces mêmes avancées permettent déjà la production croissante d'énergies de substitution aux sources fossiles. Malgré l'hostilité des environnementalistes, aux Etats-Unis, en Allemagne ou dans les pays scandinaves, l'énergie nucléaire occupe une place importante. En France, à titre d'exemple, c'est l'énergie nucléaire qui fournit l'essentiel de l'électricité. Troisième fait, les économies de consommation sont de plus en plus à l'ordre du jour. En raison de la lutte contre le réchauffement de la planète, mais aussi du fait de la percée technologique inéluctable qui sera induite par l'évolution de la qualité de vie, il faut s'attendre à ce que ce soit les économies de consommation qui pèseront le plus à l'avenir sur l'évolution du rapport offre-demande. Je pense aux technologies nouvelles qui permettront une augmentation continue de l'efficacité énergétique et presque autant à l'élimination systématique de toutes les formes de gaspillage. Les anticipations sur la fin du pétrole — perspective qui se présentera en point de mire en fin de siècle — justifient pour une grande part les restrictions de consommation.

Cette richesse aura été dilapidée en deux siècles alors qu'elle a mis des centaines de milliers de siècles pour se former. Si on raisonne sur une sorte de modèle réduit chronologique en ramenant à une année l'âge de la planète terre depuis que la vie y a commencé, on s'aperçoit que brûler en deux siècles à peine une ressource naturelle qui s'est formée depuis quatre milliards d'années équivaut à passer toute l'année à créer une matière, pour la brûler en l'espace des trente dernières secondes de la dernière heure du dernier jour de l'année !

L'humanité a pris conscience que toutes les générations des XX^e et XXI^e siècles seront regardées par celles qui leur succéderont comme ayant dilapidé en un espace de temps qui est à l'âge de la planète ce que 30 secondes sont à l'année. De mon point de vue, l'avenir à long terme de l'énergie réside en fin de compte dans la réalisation industrielle de la fusion nucléaire.

Nucléaire-fusion, les lecteurs ne vont pas suivre...

Bien sûr que si ! Comment le dire en peu de mots ? L'énergie nucléaire aujourd'hui repose sur le processus de la fission : c'est le noyau d'un atome lourd (uranium par exemple) que l'on casse pour libérer de l'énergie. C'est le processus de la bombe A, mais contrôlé. La fusion thermonucléaire ce sont des noyaux d'atomes légers, deutérium ou hydrogène lourd, que l'on fusionne pour produire de l'énergie chaleur. C'est le processus de la bombe H, mais contrôlé. L'homme doit trouver une solution au problème du confinement de la matière en «fusion» capable de supporter des températures de millions de degrés, qu'aucun matériau classique ne peut contenir. On travaille sur un confinement magnétique.

Au jour d'aujourd'hui, les savants et les ingénieurs ne sont pas en mesure de situer, ne serait-ce qu'en ordre de grandeur, le temps qu'il faudra pour que la fusion thermonucléaire permette des applications industrielles à grande échelle. Pour le moment on le situe à la fin de ce siècle.

Cependant, des percées considérables ont été réalisées durant la décennie 1990 dans les premiers réacteurs thermonucléaires aux Etats-Unis, en Europe (Grande-Bretagne), en Russie, au Japon et en Chine. On a réussi dans ces réacteurs à produire dans le réacteur anglais 16 MW (mégawatts) durant une seconde. ITER se propose de produire 500 MW durant six minutes et demie.

Pour comparaison, la puissance de la plus grande centrale en opération en Algérie est de 400 MW ; la puissance usuelle des centrales nucléaires françaises est de 2000 MW.

Le réacteur ITER en construction depuis 2005 à Cadarache dans le Midi de la France, en association entre les puissances nucléaires que je viens de citer, a pour objet de démontrer que le processus de la fusion peut produire de l'énergie à grande échelle et de manière viable. C'est alors que l'avenir énergétique de l'humanité sera assuré à partir d'une matière première quasi inépuisable, à savoir l'hydrogène qui entre dans la composition de la molécule de l'eau des océans, assuré proprement car le sous-produit de la réaction est de l'hélium gaz non polluant et de surcroît d'un usage industriel précieux.

**M. C. M.
(A suivre)**